

Dépenses sociales dans les pays pauvres

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt l'article «Des critiques fondées?» (décembre 2011). La réponse, semble-t-il, est clairement «non» : les programmes du FMI ne nuisent pas aux dépenses sociales dans les pays pauvres, mais les renforcent en accroissant l'espace budgétaire. Ces conclusions reprennent celles du rapport de 2003 du Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FMI sur le même sujet.

Si elles sont exactes, il s'agit de bonnes nouvelles : le FMI aurait tiré les leçons des erreurs qu'il a commises. C'est ce que nous affirmons dans un article publié en 2006 dans *International Organization* où nous réexaminons le rapport du BIE et notons que les directives de 1997 sur les dépenses sociales sont peut-être un tournant pour ce qui est des effets des programmes du FMI (cela cadre avec l'accélération des ratios dépenses/PIB depuis 2000 observée par le FMI). Toutefois, vous n'abordez pas notre observation principale, à savoir que les effets des programmes du FMI diffèrent selon le régime politique du pays bénéficiaire et que les effets négatifs de ces programmes sur les dépenses sociales sont particulièrement prononcés dans les démocraties en développement. L'aspect politique est important, et le FMI ignore cet élément inexorable de la vie sociale à son détriment.



Irfan Nooruddin

Chercheur, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington

Joel W. Simmons

Professeur associé, Département des sciences politiques, Université d'État de l'Ohio, Columbus, Ohio
Chargé de cours, Département des sciences politiques, Université du Maryland, College Park, Maryland

Réponse des auteurs

Nous sommes d'accord avec les professeurs Nooruddin et Simmons : le régime politique peut influencer sur les dépenses sociales. Nos résultats confirment que les hausses des dépenses sociales ont été plus fortes dans les pays à faible revenu dont l'indice de démocratie est plus élevé (voir graphique). Par ailleurs, ils indiquent aussi que les hausses des dépenses d'éducation et de santé ont été plus élevées en pourcentage du PIB, en pourcentage des dépenses publiques, ainsi qu'en termes réels par habitant, dans les pays appliquant un programme appuyé par le FMI.

Nous avons évalué aussi les effets des indices de démocratie dans notre modèle économétrique, à l'aide d'une méthode similaire à celle du document de 2006 des professeurs Nooruddin et Simmons qui met en relation la présence d'un programme du FMI et un indice de démocratie. L'effet était statistiquement insignifiant pour les dépenses d'éducation et de santé en pourcentage du PIB et des dépenses publiques, sauf l'effet sur les dépenses de santé en pourcentage du PIB, qui était positif. Notre analyse n'indique donc pas que les programmes appuyés par le FMI aboutissent à des hausses plus faibles des dépenses dans des démocraties.

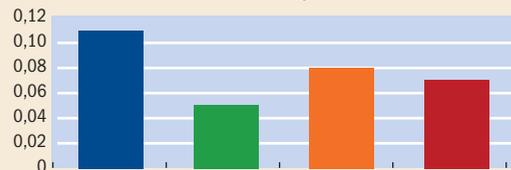
Masahiro Nozaki
Benedict Clements
Sanjeev Gupta

La démocratie compte

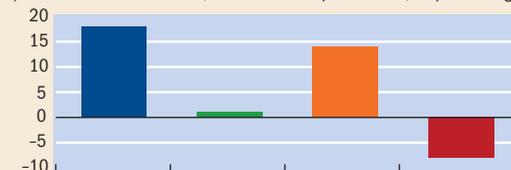
Les pays qui appliquent un programme appuyé par le FMI et dont l'indice de démocratie est élevé dépendent généralement plus pour la santé et l'éducation.

DÉPENSES DE SANTÉ

(variation annuelle médiane, en pourcentage du total des dépenses)



(variation annuelle médiane, en termes réels par habitant, en pourcentage)



(variation annuelle médiane, en pourcentage du PIB)



DÉPENSES D'ÉDUCATION

(variation annuelle médiane, en pourcentage du total des dépenses)



(variation annuelle médiane, en termes réels par habitant, en pourcentage)



(variation annuelle médiane, en pourcentage du PIB)



■ Régime très démocratique avec programme
■ Régime très démocratique sans programme
■ Régime peu démocratique avec programme
■ Régime peu démocratique sans programme

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les graphiques donnent la variation annuelle médiane des dépenses d'éducation et de santé pendant la période 1985-2009 et reposent sur les indices de démocratie du projet Polity IV, qui vont de -10 à 10 (-10 à -1 : régimes peu démocratiques; 0 à 10 : régimes très démocratiques).

Un avertissement sur les notes de crédit

Dans son article de mars 2012 «Le b. a.-ba des notes», Panayotis Gavras examine bien des aspects intéressants, sauf, malheureusement, la véritable erreur fondamentale des autorités de réglementation de Bâle lorsqu'elles ont utilisé les notes de crédit pour déterminer les ratios de fonds propres des banques.

Les banques tiennent déjà compte des risques perçus, comme ceux inclus dans les notes de crédit, par le biais des taux d'intérêt, des montants engagés et des autres conditions générales. Lorsque les autorités définissent les normes de fonds propres sur la base des mêmes impressions, ces dernières sont prises en compte deux fois : en conséquence, ce qui est officiellement jugé non risqué devient encore plus attrayant et ce qui est officiellement jugé risqué le devient encore moins.



Si elle est prise en compte de manière excessive, toute information, par exemple sur le risque de défaillance, devient mauvaise, même si elle est parfaite.

Si ce n'est pas compris, c'est peut-être parce que presque tout le monde pense que cette crise résulte d'une prise de risque excessive, bien que le fait que tous les problèmes tiennent à une exposition excessive à ce qui était jugé absolument non risqué, et qu'il y ait une exposition insuffisante à ce qui est jugé officiellement risqué, comme les petites entreprises, indique que nous sommes plutôt en présence d'une aversion excessive pour le risque qui est perverse et provoquée par la réglementation.

Lorsque les autorités de réglementation ont décidé de gérer les risques pour le monde entier, elles ont oublié ou ignoré le fait que toutes les crises bancaires ont été le résultat d'une exposition excessive à ce qui était jugé sûr et jamais à ce qui était jugé risqué *ex ante*.

Per Kurowski

Ancien administrateur de la Banque mondiale (2002-04)

Nous acceptons volontiers vos lettres. Écrivez (300 mots maximum) à fandletters@imf.org ou à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington DC 20431, (U.S.A). Les lettres peuvent être modifiées pour des raisons d'espace.

Science funeste?

FMI



Écoutez nos entretiens avec des experts
en économie et décidez : www.imf.org/podcasts